



**Union Syndicale SNUI-SUD Trésor Solidaires
Section de la Réunion**

<http://www.snusudtresor.fr/reunion/>

Saint Denis, le 14 décembre 2010

Monsieur le directeur,
Nou pe pu

L'Union SNUI-SUD Trésor conteste de longue date la politique idéologique des suppressions d'emplois et dénonce ses conséquences sur la dégradation des conditions de vie au travail des agents et sur la qualité du travail. Nous condamnons également le management de plus en plus pressant au quotidien.

Nous exigeons donc des mesures d'urgence pour laisser respirer les agents de la DGFIP

Vous connaissez l'engagement de l'Union SNUI-SUD Trésor sur ce dossier, tant par l'argumentation que par l'action, et vous ne serez pas surpris de notre détermination à défendre le service public et ses serviteurs.

De 2007 à 2011, le département de la Réunion aura perdu 40 emplois C.

Il est temps que ce massacre cesse!

Sur ce plan, l'Union SNUI-SUD Trésor continuera en interne comme auprès de l'opinion publique et des décideurs politiques à défaire la théorie des tenants du moins d'Etat, moins d'emplois, moins d'implantations, moins de service public et moins de technicité pour les agents.

Monsieur le directeur, le moral des agents de la Réunion est en berne. La démotivation, le découragement et la résignation s'installent dans les services. Avec l'empilement des réformes mal ficelées, les agents perdent peu à peu leurs repères dans une administration qui s'étirole tristement.

Les directives et les priorités se succèdent pendant que les agents trinquent.

Les priorités tuent la priorité

Avec des contremaîtres zélés, l'administration porte haut un productivisme aussi inutile que dangereux pour l'intérêt général. Les citoyens de ce département ont le droit d'avoir un service fiscal de proximité de qualité. Par la force des indicateurs, nous abandonnons certaines missions et cela n'est pas acceptable. Vous ne pourrez pas toujours mettre sous le tapis certaines tâches. Où sont les demandes de bouclier fiscal ? Qu'a t-on fait des demandes de remises gracieuses ? Les anomalies non traitées...etc. Chaque service a son lot caché.

C'est le travail qui fait l'indicateur et non l'inverse

A titre d'exemple, la direction locale a imposé le rapprochement CDI/CDIF à Saint-Pierre. Cela est un échec cuisant. Malgré nos demandes répétées qui sont devenues presque des suppliques, les directeurs successifs n'ont pas daigné nous écouter alors que les missions foncières sont abandonnées.

Les bases données aux collectivités ne sont plus fiables dans ce centre ; le produit attendu étant erroné, la collectivité sera peut-être amenée à augmenter ses taux. Le contribuable payera l'inconséquence des choix ou des non-choix de l'administration. Monsieur le directeur, ce n'est pas de la science fiction, c'est juste la conséquence de l'absence de saisie des déclarations foncières depuis plusieurs mois. Cela a en plus une

forte incidence sur la base T.H dans Illiad.

Les agents vous demandent des moyens pour travailler ; ils ne demandent pas autre chose.

Les suppressions d'emplois ne sont jamais anodines

Depuis le 1er décembre et le 10 décembre, les SIP de Saint-Pierre et de Saint-Paul ont respectivement ouvert leurs portes après celles de St Benoît en décembre 2009. Ces Créations emblématiques de la fusion Impôt/Trésor sont déjà un désastre phénoménal. Augmenter l'accueil en supprimant des emplois était un doux rêve qui se révèle être un affreux cauchemar. Le 03 décembre 2009, une grande majorité des agents de la Réunion ont cessé le travail pour dire NON aux 10 suppressions d'emplois. Vous n'avez pas voulu les écouter et le rouleau compresseur de la fusion a sanctifié ces SIP sans ces emplois.

Le résultat, ce sont des centres qui ouvrent à 8 heures pour fermer à 9 heures.

Ces SIP sont des juges de paix qu'il faut savoir entendre!

Un puzzle mal assemblé

Au-delà de tout cela, il est venu le temps de veiller à la santé mentale et physique des agents dont vous êtes responsable. La pression mise pendant des années sur les indicateurs n'a fait que dénaturer le sens du travail, du collectif et des missions qui sont celles de la DGFIP. Les conditions de travail sont particulièrement dégradées et beaucoup de nos collègues souffrent. Chacun a sa propre capacité de résistance face au management par la peur et à l'individualisation des ressources humaines.

Certains d'entre nous y gayn pu

Nous ne pouvons plus exercer normalement toutes nos missions sans que cessent les suppressions d'emplois, sans qu'un état des lieux sérieux soit fait et que les recrutements urgents ne soient effectués, notamment sur le C qui a subi l'essentiel des suppressions de postes. **L'accueil à la DGFIP est devenu douloureux et chacun essaie de s'en démettre. Les agents d'accueil payent un lourd tribut aujourd'hui face à toutes ces réformes. Je vous invite à écouter leurs difficultés et souffrances .**

Cherchez et vous trouverez sûrement des mesures pour laisser souffler les agents. Il est de votre responsabilité de répondre à l'urgence de cette situation explosive. On ne peut pas tout faire.

A vouloir faire tout et n'importe quoi, nous faisons un travail de moindre qualité qui inonde les services de contentieux et de réception physique. C'est la quadrature du cercle.

Il n'existe qu'une seule issue : privilégier la qualité du travail sur la quantité!

Pour l'Union SNUI-SUD Trésor, il est urgent que vous laissiez les agents respirer car ils n'en peuvent plus. Ce n'est pas un slogan, c'est juste une réalité. L'administration ne pourra pas nier éternellement les contraintes et les impossibilités de ce département. Dîtes ce que vous voulez mais je peux vous assurer que *tortue y mord pas son ké*.

Je vous prie de croire, monsieur le directeur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Pascal Valiamin

Secrétaire de l'Union SNUI-SUD Trésor de la Réunion